

PORTUGAL : le mal des colonies

Le fascisme portugais, malade de ses colonies, s'entête à pourrir sur pied : jamais fascisme ne fut plus bête et plus borné. Décidément, ce régime hérité de Salazar, raidi dans sa superbe imbécile, semble n'avoir rien appris ni rien retenu de l'Histoire d'après-guerre, en particulier de celle de la France et de sa « décolonisation »... Il vient de rejeter — au moins provisoirement — une de ses cartes de « dernière chance » : celle qu'a abattue, trop tôt sans doute, un prétorien comblé d'honneurs, pourtant peu suspect de progressisme — ni même de libéralisme, le général Antonio Spino-la.

Le baroudeur, qui fit ses premières armes comme volontaire pendant la guerre d'Espagne sous la bannière de Franco, qu'on retrouve en 1941 à Stalingrad du côté allemand, qui entame en 1961 sa carrière africaine en Angola, qui enfin atteint le fait de la gloire en « servant » comme gouverneur et commandant en chef de Guinée-Bissau de 1968 à 1973, ce « héros national » — en commettant un mauvais livre — vient de lâcher sa bombinette dans l'atmosphère anesthésiée qui est celle du Portugal officiel depuis des années...

à toute épreuve

Dans son best-seller (« **Le Portugal et son avenir** », paru en février), dont on ne trouve plus aujourd'hui un exemplaire, Spino-la, se faisant le porte-parole d'une partie des officiers, affirme tout net que les guerres coloniales menées en Guinée-Bissau, en Angola, au Mozambique, ne peuvent plus être gagnées militairement : « **Pour résoudre le problème, nous avons trois voies : celles des concessions croissantes, qui conduit à une démission totale ; celle des concessions croissantes, entraîne à une escalade de la violence ; celle de la libéralisation, que nous croyons être la bonne, à condition d'avancer progressivement et dans la discipline, sous le signe d'une autorité à toute épreuve, renforcée par la légitimité** »...

Or, le général parle d'expérience : avant de se rallier à la « **troisième voie** », il a sur le terrain épuisé les ressources des deux premières — de la seconde surtout (1). Quant à « **l'autorité à toute épreuve** » à laquelle il fait allusion, tout porte à croire qu'il s'en considère le représentant le plus légitime, fasciné qu'il est par le destin historique d'un de Gaulle.

La solution préconisée ? Une grande « **communauté** » fédérale luso-africaine, « **l'intégration politique d'un pays multiculturel et multicontinental** », avec autonomie interne de tous les territoires.

On le voit, il ne s'agit pas d'un quelconque « **bradage de l'empire** », ni même de l'octroi au meilleur prix d'indépendances formelles à des hommes de confiance, encore moins d'une franche ouverture de négociations avec les mouvements de libération reconnus comme interlocuteurs à part entière... Non, il s'agit simplement d'un impérialisme archaïque à qui la force des armes et la résolution des peuples finissent par poser quelques questions.

Et il n'est pas surprenant que les milieux militaires soient les premiers ébranlés. Enlisés dans le borbier colonial, malgré des effectifs qui atteignent 200 000 hommes, malgré un effort financier qui absorbe 50 % du budget métropolitain et les dollars américains, les soldats n'ont plus d'autres perspectives que de lamentables Dien-Bien-Phu. Les désertions (plus de 100 000 depuis 1961) se multiplient dans les rangs de l'armée, que la modicité des soldes et l'insécurité de l'avenir achèvent de démoraliser. Les idées émises par un Spino-la sont plus ou moins celles d'une partie des officiers

— ce « **clan des capitaines** » qui s'est réuni à plusieurs reprises en fin 1973 et dans les premiers mois de 1974.

La parution du livre de l'ancien gouverneur et les rumeurs de coup d'État qui s'ensuivirent ont amené le pouvoir à décréter l'état d'alerte dans les casernes, puis la destitution du chef d'état-major Gomes et celle de son adjoint le général Spino-la lui-même. Un début de mutinerie, le 16 mars, de 200 militaires, hommes de troupe et gradés confondus, à Caldas-Darainha, a rapidement tourné court et une trentaine de responsables sont actuellement entre les mains de la sûreté générale (l'ancienne et sinistre PIDE qui est restée en place). Il faut compter avec la radicalisation de certains officiers et soldats.

Cependant, l'heure d'un Spino-la ou d'une libéralisation plus ferme n'a pas encore sonné. Ce n'est que partie remise : le régime de Marcello Caetano, bien que façonné par plus de 40 ans de salazarisme, ne peut plus indéfiniment se tenir à l'écart du monde, en dehors de l'histoire... Il est condamné à évoluer de l'intérieur ou à éclater.

l'espoir des « libéraux »

Pour l'instant, les « ultras », qui représentent les secteurs les plus réactionnaires, les plus étroitement nationalistes de l'armée, de l'administration, de l'économie, ont repris les choses en main après un moment d'indécision. Ainsi donc, Caetano reste plus que jamais prisonnier de son camp d'origine. Il n'a pu en effet résoudre la contradiction fondamentale devant laquelle il s'est trouvé placé en 1969 en accédant au pouvoir : nécessité d'ouverture économique, vers l'Europe surtout, au capital étranger et aux trusts internationaux en même temps que volonté farouche de ne rien céder sur les plans politique et social, comme en ce qui concerne les « **provinces d'outre-mer** ».

Aujourd'hui, dans son entourage, on ne trouve plus un seul représentant du clan « libéral » qu'il avait naguère introduit au gouvernement. Ce clan libéral, constitué par le secteur le plus dynamique du capital financier et industriel, par les intellectuels qui se regroupent au sein du SEDES (Société d'Etudes pour le Développement économique et social) ou de l'hebdomadaire « **l'Expresso** », par une fraction

du haut-clergé, se rend bien compte, surtout après la farce des législatives d'octobre 1973, que l'« **européanisation** » du Portugal ne peut se faire sans un assouplissement de ses structures intérieures comme sans une révision notable de sa politique coloniale. Paradoxalement, ces libéraux se sont pris à espérer dans les « **spinolistes** » de l'armée...

A vrai dire, la situation économique et l'isolement diplomatique du Portugal n'ont jamais été si graves : ce pays de 9 600 000 hommes a un des niveaux de vie les plus bas d'Europe (870 dollars par habitant) ; par contre, il connaît le taux d'inflation le plus élevé (+ 20 %). Deux millions de ses citoyens travaillent à l'étranger. Toute l'économie portugaise est contrôlée par huit groupes tout-puissants qui ont partie liée avec les trusts étrangers (**Standard Electric-ITT, Grundig, Celbi-Cellulose, Diamang**, notamment).

Sur le plan diplomatique, et bien que l'équipement militaire des troupes coloniales soit constitué essentiellement, en violation flagrante des statuts, par du matériel de l'OTAN, la complaisance des alliés du « **monde libre** » commence à s'émousser passablement... La pression de mouvements d'opinion hostiles au totalitarisme du régime portugais comme au terrorisme répressif qu'il déploie en Afrique, l'obstination de Lisbonne ont provoqué la rupture de la solidarité atlantique lors du vote de l'assemblée générale de l'ONU recommandant l'admission de la Guinée-Bissau.

Dans ces conditions, le gouvernement de Caetano aux abois se retourne vers les Etats-Unis et leur offre en contrepartie d'une aide accrue la base aérienne de l'Ajês aux Açores pour leur

pont aérien de cargos géants C-54 et de Skyhawks à destination d'Israël... Toutefois, Nixon, peu soucieux de s'aliéner davantage l'opinion libérale de son pays, se fait tirer l'oreille. D'autre part, le sommet arabe d'Alger a décidé le boycott pétrolier du Portugal qui dépend à 75 % des livraisons du Moyen-Orient.

une nouvelle opposition

Le régime incapable de résoudre ses problèmes rencontre en face de lui, outre la fronde libérale et militaire déjà mentionnée, une opposition plus radicale qui se précise.

Si les partis communiste et socialiste, qui n'ont pas d'existence reconnue sauf dans des limites très étroites en période électorale, ont sans doute échoué dans la voie légale, le mouvement étudiant se durcit et affronte aujourd'hui directement les forces de répression, en rapport avec la lutte contre l'enrôlement dans l'armée. De même, le mouvement ouvrier a de plus en plus souvent recours à la violence de masse.

C'est dans ce contexte qu'en septembre 1973, tirant la leçon de l'impasse réformiste, un certain nombre de militants issus d'horizons divers se sont retrouvés en position de critique et d'auto-critique à la recherche d'une alternative révolutionnaire. Ils ont créé le **Parti Révolutionnaire du Proletariat** (voir notre encadré) et, dans des conditions particulièrement difficiles, travaillent à l'organisation autonome de la classe ouvrière.

Ainsi, il pourrait bien se confirmer que les soldats du **PAIGC**, du **MPLA**, du **Frelimo**, en Guinée, aux îles du Cap-Vert, en Angola, au Mozambique, ne se soient pas battus seulement pour la libération de leurs peuples — qu'Amilcar Cabral soit mort aussi pour la libération du peuple portugais.

René LANARCHE ■

(1) Le plus haut fait d'armes de SPINO-la sera sans doute d'avoir fomenté l'assassinat à Conakry, l'an dernier, d'Amilcar Cabral, leader de la lutte de libération en Guinée-Bissau et au Cap-Vert.

le PRP : pour l'organisation autonome du prolétariat

En septembre 1973, un congrès de militants voulant rompre avec les pratiques réformistes de la gauche sociale-démocrate se réunit pour constituer le **Parti Révolutionnaire du Proletariat** et déterminer ses lignes d'organisation comme son orientation.

Il rassemble les **Brigades Révolutionnaires** (groupes d'action armée, créés en 1970), les **Commissions des Travailleurs Révolutionnaires** et des noyaux de militants apparus dans les différents secteurs de lutte, ainsi qu'une partie des éléments du **Front Patriotique de Libération Nationale (FPLN)** qui était basé à Alger.

Le manifeste du Parti « **Pour la Révolution socialiste** » déclare notamment : — **La lutte pour la révolution socialiste au Portugal n'est pas une lutte isolée, elle est partie intégrante de la lutte internationaliste du prolétariat contre l'impérialisme. Son caractère internationaliste est encore renforcé**

en ce moment par la coïncidence historique entre les intérêts du prolétariat portugais et les intérêts des peuples des colonies (...)

— **C'est l'organisation autonome clandestine du prolétariat qui devra conduire les luttes au sein même de celui-ci et c'est elle qui devra promouvoir la prise du pouvoir.**

— **Le processus révolutionnaire résulte de la conjugaison de la lutte violente de masses avec la lutte armée dans le même objectif tactique et stratégique.**

— **Le Parti Révolutionnaire du Proletariat, parti de militants, avant-garde et conscience théorique de la classe, sera un instrument au service des organisations autonomes, un organisateur, un point de rencontre et de conjugaison des différents niveaux et formes de lutte, les perspectivant dans le sens de la violence révolutionnaire, de la prise du pouvoir par le prolétariat, de la révolution socialiste.**

